



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 14/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALCANTE - Nouvelle UIOM

161 Avenue de Chateaudun
BP 38
41000 Blois

Références : 2024/0790 VAT20240567
Code AIOT : 0010001801

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement VALCANTE - Nouvelle UIOM implanté 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 28/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALCANTE - Nouvelle UIOM
- 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001801

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'UIOM est autorisée depuis 1997 et incinère des OMr et des DAE (autorisation à 95500 tonnes par an) en provenance principalement du Loir-et-Cher, mais également de départements limitrophes ainsi que de la Vienne (autorisation à 3000 tonnes par an), et des DASRI (autorisation à 6000 tonnes par an) en provenance principalement de la région Centre-Val de Loire mais également de régions limitrophes. Par arrêté préfectoral du 19 mars 2024, la création d'une 3ème ligne d'incinération a été autorisée, portant la capacité annuelle à 125000 tonnes (dont 6000 tonnes de DASRI). La mise en service de cette 3ème ligne est prévue pour fin 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite VI du 05/09/2023 - PdC 1 - Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d	Sans objet
2	Suite VI du 29/11/2023 - PdC 5 - Assurance Qualité des AMS - QAL2 - partie1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
3	Suite VI du 29/11/2023 - PdC 8 - Assurance qualité des AMS - QAL3 - partie1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
4	Admission des déchets - Pesée	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.4	Sans objet
5	Admission des déchets - Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5	Sans objet
6	Admission des déchets - Contrôle de la	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	radioactivité		
7	Admission des déchets origine géographique	AP Complémentaire du 19/03/2024, article 5	Sans objet
8	Admission des déchets - Tonnages admissibles	AP Complémentaire du 22/04/2021, article 4	Sans objet
9	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
10	Admission des déchets - Dispositif de contrôle par vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-II	Sans objet
11	Traçabilité - RNDTS	Code de l'environnement du 07/11/2024, article R.541-43.II	Sans objet
12	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1	Sans objet
13	Rejets aqueux - Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.3	Sans objet
14	Rejets aqueux - Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.2.D	Sans objet
15	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d	Sans objet
16	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 19/03/2024, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite VI du 05/09/2023 - PdC 1 - Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée :

<p>Autour du site est installé un réseau de contrôle de la qualité du premier aquifère rencontré (nappe des calcaires de Beauce) au droit de l'usine d'incinération. Ce réseau est constitué d'au moins 3 piézomètres dont un en amont.</p> <p>(...) L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins annuellement. Cette mesure devant permettre de vérifier le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.</p> <p>La fréquence des analyses des eaux souterraines est annuelle sur les 3 piézomètres.</p> <p>Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés porteront sur les paramètres suivants : pH, résistivité, rH, O2 dissous, COT, chlorures, sulfates, ammonium, HCT, As, Cd, Cr hexavalent, Hg, Pb.</p> <p>(...) Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Constat au 05/09/2023:</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est effectuée par l'intermédiaire de trois piézomètres (un à l'aval et deux à l'amont). La fréquence des analyses est semestrielle. Cette surveillance existe depuis la mise en service de l'usine (2000).</p> <p>Tous les paramètres requis sont analysés. Cependant, sur le rapport annuel d'activité de l'année 2022, le résultat de l'O2 dissous n'est pas repris alors qu'il figure sur les bulletins d'analyses.</p> <p>Réponse du 20/10/2023: le résultat de l'O2 dissous figurera dans le rapport annuel 2023.</p> <p>Constat au 07/11/2024:</p> <p>Le résultat de l'O2 dissous est repris dans le rapport annuel d'activité de l'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suite VI du 29/11/2023 - PdC 5 - Assurance Qualité des AMS - QAL2 - partie1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des appareils de mesure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Constat au 29/11/2023:</p>

<p>En réponse à l'observation de l'inspection du 07/12/2022, l'exploitant a, par courrier du 06/02/2023, pu justifier que les droites d'étalonnage du QAL2 sont intégrées au système de traitement des données, tant pour les analyseurs titulaires que pour les analyseurs redondants. En particulier, cela a été vérifié pour les analyseurs de mercure installés début 2023. Cependant, pour les analyseurs HM-1400 TRX 2 for Hg (mercure), le R2 est de 0,46.</p> <p>Réponse du 06/02/2024:</p> <p>Nous avons sollicité notre prestataire SECAUTO, vous trouverez en pièce jointe ses éléments de réponse.</p> <p><i>"Les coefficients de droites définis par l'essai QAL2 en Hg sont plutôt satisfaisants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Gain : $L1=1,09$ $L2=1,05$ Les valeurs sont proches de 1 - Offset : $L1=-0.32$ $L2=-0.66$ Les valeurs sont faibles pour une VLE = 50g <p><i>Cependant les R2 qui en résultent ne collent pas complètement aux attentes des textes qui visent $R2=0.9$</i></p> <p><i>Le R2 traduit l'éloignement des points par rapport à la droite moyenne.</i></p> <p><i>Sur le graphique on se rend compte que la majorité des points a été enregistré sur des valeurs très faibles de Hg.</i></p> <p><i>L'incertitude autour de ces points a, de toute évidence, plus de poids dans le résultat affiché par l'analyseur, que la concentration réelle des fumées.</i></p> <p><i>Ex : Pour une mesure SRM=0, on peut s'attendre à ce que l'analyseur mesure tantôt AMS=+0.2g et tantôt AMS=-0.2g et sans doute plus encore</i></p> <p><i>Ce phénomène est souvent observé sur des paramètres comme les poussières très peu présentes après des filtres à manche.</i></p> <p><i>Idéalement, il aurait été souhaitable d'avoir une présence d'Hg plus importante durant les essais pour avoir des points plus haut sur la courbe, mais nous savons que cela ne se commande pas."</i></p> <p>Constat au 07/11/2024:</p> <p>La réponse de SECAUTO est jugée satisfaisante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suite VI du 29/11/2023 - PdC 8 - Assurance qualité des AMS - QAL3 - partie1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des appareils de mesure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Constat au 29/11/2023:</p> <p>Il n'a pas été réalisé de QAL3 consécutivement à la mise en service des analyseurs.</p> <p>L'exploitant justifie ce point par le fait qu'il fait contrôler annuellement ses analyseurs par une</p>

<p>société spécialisée et qu'une réflexion a été engagée au niveau du groupe SUEZ avec ses fournisseurs et que les QAL3 seront réalisés trimestriellement à partir de l'année 2024.</p> <p>Réponse du 02/02/2024:</p> <p>Les QAL3 seront réalisés trimestriellement à partir de l'année 2024.</p> <p>Constat au 07/11/2024:</p> <p>Les QAL3 sont réalisés trimestriellement par la société SECAUTO depuis le début de l'année 2024: les 25/03/2024, 20/06/2024 et 17/09/2024. Le dernier est prévu en décembre 2024.</p> <p>Les rapports des 2 premiers trimestres 2024 ont été présentés à l'inspection. Ces rapports (ligne 1, ligne 2 et redondant) ne font pas état d'observation particulière. L'exploitant est en attente des rapports du 3ème trimestre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Admission des déchets - Pesée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.4
Thème(s) : Risques chroniques, Pesée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération. Les déchets sont pesés à l'arrivée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Tous les déchets entrants sur le site sont pesés (en entrée pour le véhicule chargé et en sortie pour le véhicule à vide).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Admission des déchets - Contrôle de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La traçabilité des entrées-sorties est assurée à chaque passage lors de la pesée du véhicule à laquelle est associé un contrôle de la radioactivité par un portique à déclenchement d'alarme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>A chaque entrée ou sortie de déchet, un contrôle de la radioactivité est systématiquement réalisé (passage devant un portique).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Admission des déchets - Contrôle de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
Prescription contrôlée : Le seuil de détection est fixé à deux fois le bruit de fond local. (...) Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.
Constats : Conforme. Le seuil de détection est fixé à deux fois le bruit de fond. La dernière vérification a été effectuée le 25/09/2024 par la société SAPHYMO et les trois détecteurs présents sur le site (entrée déchets, sortie déchets et local entrée/sortie DASRI) ont été déclarés conformes le 25/09/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Admission des déchets origine géographique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Origine géographique des déchets
Prescription contrôlée : L'origine géographique des déchets est indiquée selon la typologie suivante : Nature des déchets et origine géographique : - déchets haut PCI : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements de la région Centre-Val de Loire, - Déchets ménagers et assimilés : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements limitrophes, - Déchets industriels banals : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements limitrophes, Vienne, - Déchets d'activités de soins : Centre-Val de Loire (prioritairement) et régions limitrophes. La priorité d'admission des déchets est donnée à ceux provenant de la région Centre-Val de Loire. Les apports de déchets industriels banals de la Vienne sont limités à 3 000 t/an.
Constats : Conforme. Pour l'année 2023, l'origine des déchets se décompose comme suit: <ul style="list-style-type: none"> • OMr: Loir-et-Cher (35387 tonnes), Indre-et-Loire (32367 tonnes), Cher (1085 tonnes), Eure-et-Loir (573 tonnes) et Loiret (51 tonnes) • DAE: Loir-et-Cher (7130 tonnes), Cher (300 tonnes), Indre (769 tonnes), Indre-et-Loire (8372 tonnes), Loiret (1426 tonnes), Sarthe (4732 tonnes), Vienne (1623 tonnes) et Loire (452 tonnes) • DASRI: Centre-Val de Loire (1002 tonnes), Bourgogne-Franche-Comté (1 tonne) et Nouvelle-Aquitaine (488 tonnes) L'exploitant précise que les DAE en provenance de la Loire sont des refus d'un centre de tri de collectes sélectives, lesquelles collectes sélectives provenaient du syndicat VALECO et pour lesquelles l'incinération des retours a été actée par lettre préfectorale du 10/02/2023, opération effectuée dans l'attente de la mise en service du centre interdépartemental de Parçay-Meslay.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Admission des déchets - Tonnages admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2021, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Tonnages admissibles

Prescription contrôlée :

L'installation est autorisée à traiter les quantités de déchets suivantes :

- déchets non dangereux : 95 500 tonnes par an
- déchets d'activité de soins : 6 000 tonnes par an (inclus dans le tonnage global de 95 500 tonnes par an).

Cette disposition est applicable jusqu'à la mise en service de la 3ème ligne, tel que prévu par l'arrêté préfectoral du 19/03/2024.

Constats :

Conforme.

Les déchets incinérés en 2023 se répartissent comme suit:

- Déchets non dangereux: 94268 tonnes,
- DASRI: 1492 tonnes,
- soit un total de 95760 tonnes.

Ce chiffre dépasse de 260 tonnes le tonnage annuel autorisé, soit 0,3% de ce tonnage annuel (ce qui correspond à environ 1 journée d'incinération).

Ce dépassement avait été acté par lettre préfectorale du 13/12/2023, comme suite à une déclaration de l'exploitant du 29/11/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

- la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet,
- la dénomination usuelle du déchet,
- le code du déchet entrant,
- s'il s'agit de déchets POP,
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle, - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD,
- la quantité de déchets entrants en tonnes ou m³,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur

des déchets, - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur, - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant, - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé, - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement, - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD), - le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.
Constats : Pas d'écart constaté. Par sondage, le registre des déchets entrants de l'année 2024 a été examiné. Tous les champs requis étaient renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Admission des déchets - Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de contrôle par vidéo
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes.
Constats : Conforme. La surveillance loi AGECE a été mise en service début juillet 2022 (ajout de 7 caméras supplémentaires). Lors de la visite, la réception d'un apport de déchets le 06/11/2024 (véhicule DS 416 KZ) a pu être visualisée (20,580 tonnes d'OMr).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traçabilité - RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/11/2024, article R.541-43.II
Thème(s) : Risques chroniques, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

<p>« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>« 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>« 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant transmet au RNDTS les données recueillies sur les déchets. Après une phase de test de l'outil interne du groupe SUEZ pour extraire les données à transmettre, les déclarations sont effectives depuis le 1er juillet 2023.</p> <p>La régularisation de la transmission des données de l'année 2022 et du premier semestre 2023 a également été effectuée en 2023.</p> <p>Pour l'année 2024, la transmission est régulièrement effectuée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont limités aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prélèvement en nappe (nappe de la craie) : 40 m3/h, 120 m3/j, 45000 m3/an, - Prélèvement sur le réseau collectif : 40 m3/h, 120 m3/j, 45000 m3/an. <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>La consommation d'eau est essentiellement due au traitement des fumées (laveurs, préparation du lait de chaux et refroidissement des pompes) et à la production d'eau déminéralisée pour les chaudières.</p> <p>Pour l'année 2023, les consommations d'eau ont été les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - eau de forage: 38292 m³, - eau de ville: 20291 m³. <p>Ces chiffres sont très légèrement supérieurs à ceux de l'année 2022.</p> <p>Les consommations sont relevées journalièrement. L'examen des registres pour les six premiers mois de l'année 2024 ne fait pas ressortir de dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejets aqueux - Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux (rejets n°1 et n°4). Les mesures sont effectuées annuellement par un organisme agréé sous la responsabilité de l'exploitant sur un échantillon ponctuel et portent sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO et hydrocarbures totaux.
Constats : Conforme; La dernière analyse des rejets aqueux sur le rejet n°4 (eaux de voirie) seul car il n'y a pas de rejet sur le rejet n°1 (eaux lavage des sols du centre de transfert des collectes sélectives) qui sont réutilisées pour éteindre les mâchefers a été effectuée le 21/09/2023 par le laboratoire départemental d'analyses. Tous les paramètres prescrits ont été mesurés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rejets aqueux - Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.2.D
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Avant rejet, les effluents doivent respecter les normes suivantes (en mg/l) : <ul style="list-style-type: none">- MES : 100,- DCO : 300,- Hydrocarbures totaux : 5.
Constats : Conforme. L'analyse du prélèvement du 21/09/2023 a donné les résultats suivants: <ul style="list-style-type: none">- pH: 7,1- MES: 10 mg/l- DCO: < 30 mg/l- hydrocarbures totaux: 0,12 mg/l
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Autour du site est installé un réseau de contrôle de la qualité du premier aquifère rencontré (nappe des calcaires de Beauce) au droit de l'usine d'incinération. Ce réseau est constitué d'au moins 3 piézomètres dont un en amont.</p> <p>(...) L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins annuellement. Cette mesure devant permettre de vérifier le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.</p> <p>La fréquence des analyses des eaux souterraines est annuelle sur les 3 piézomètres.</p> <p>Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés porteront sur les paramètres suivants : pH, résistivité, rH, O2 dissous, COT, chlorures, sulfates, ammonium, HCT, As, Cd, Cr hexavalent, Hg, Pb.</p> <p>(...) Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p> </div>
Constats : <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est effectuée par l'intermédiaire de trois piézomètres (un à l'aval et deux à l'amont). La fréquence des analyses est semestrielle. Cette surveillance existe depuis la mise en service de l'usine (2000).</p> <p>Tous les paramètres requis sont analysés. L'intégralité des résultats est reportée sur le rapport annuel d'activité de l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2024, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.</p> <p>Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une mesure hors du périmètre d'influence de l'installation (point 0) ; • dans un délai de trois mois à compter du début du programme de surveillance ; • après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'exploitant met en place 4 jauges de mesure (hors celle dédiée au point 0). La distance par rapport à l'installation est déterminée par une étude de dispersion des rejets atmosphériques. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus</p>

important. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu par l'article 21.1.C et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance.

Constats :

Conforme.

Le programme de la surveillance environnementale est mis en place et selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite